

L'urbain : un entre-deux historiographique. Les villes italiennes à l'époque contemporaine. Parcours de lectures à travers les thèmes de l'historiographie récente

Salvatore Adorno

Volume 32, Number 1, Fall 2003

Perspectives internationales sur l'histoire urbaine : un aperçu des tendances récentes

International Perspectives on Urban History: A Review of Recent Trends

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1015739ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1015739ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Urban History Review / Revue d'histoire urbaine

ISSN

0703-0428 (print)

1918-5138 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Adorno, S. (2003). L'urbain : un entre-deux historiographique. Les villes italiennes à l'époque contemporaine. Parcours de lectures à travers les thèmes de l'historiographie récente. *Urban History Review / Revue d'histoire urbaine*, 32(1), 15–27. <https://doi.org/10.7202/1015739ar>

Article abstract

The essay deals with some crucial points in the historiographical discussion about Italian towns. It begins by considering rural society's ability of resistance and how this resistance has conditioned the historiographical analysis of the relationship between town and country areas. It continues to discuss how the decline of the historiographical model of classical Meridionalism and the rise of the Third Italy model has reawakened historiographical interest in Southern towns and North-eastern Italian middle-sized centres. It proceeds with the explanation of how the dialectics of both the administrative history of the centre and periphery and of the political cultural history of the construction of local identities and the processes of nationalization have given us a key to the understanding of contemporary Italian towns. Finally there is a brief discussion about how Italian historiography has dealt with the relationship between the physical, social, and representative morphology of towns.

***L'urbain : un entre-deux historiographique.
Les villes italiennes à l'époque contemporaine.
Parcours de lectures à travers les thèmes
de l'historiographie récente***

Salvatore Adorno

Résumé

L'article aborde certains nœuds du débat historiographique actuel sur les villes italiennes. Il analyse d'abord la capacité de résistance de la société rurale et la manière dont celle-ci a conditionné l'historiographie du rapport ville/campagne. Il explique ensuite comment le déclin du paradigme historiographique du méridionalisme classique et l'affirmation du modèle de la troisième Italie ont réactivé l'intérêt pour les villes méridionales et les centres de l'Italie du Nord-Est. Puis, l'article explique comment la dialectique de l'histoire administrative entre le centre et la périphérie et celle de l'histoire politico-culturelle entre construction des identités locales et processus de nationalisation ont représenté une clé de lecture de la ville italienne contemporaine. Enfin, l'article aborde brièvement comment l'historiographie italienne a confronté le rapport entre morphologie physique, morphologie sociale et morphologie des représentations de la ville.

Abstract

The essay deals with some crucial points in the historiographical discussion about Italian towns. It begins by considering rural society's ability of resistance and how this resistance has conditioned the historiographical analysis of the relationship between town and country areas. It continues to discuss how the decline of the historiographical model of classical Meridionalism and the rise of the Third Italy model has reawakened historiographical interest in Southern towns and North-eastern Italian middle-sized centres. It proceeds with the explanation of how the dialectics of both the administrative history of the centre and periphery and of the political cultural history of the construction of local identities and the processes of nationalization have given us a key to the understanding of contemporary Italian towns. Finally there is a brief discussion about how Italian historiography has dealt with the relationship between the physical, social, and representative morphology of towns.

L'air de la campagne, l'air de la ville et l'air du temps

Dans son récent ouvrage consacré à l'histoire des campagnes italiennes à l'époque contemporaine, Giacomina Nenci souligne comment l'histoire agraire a représenté la clé de lecture privilégiée de l'histoire nationale, entre les années cinquante et soixante-dix¹. Sa remarque renvoie directement au débat politique et historiographique qui a eu comme figures principales Emilio Sereni et Rosario Romeo, et a opposé les lectures marxistes et libérales de la formation de l'État national. Derrière Sereni, il y a la pensée d'Antonio Gramsci; der-

rière Romeo, celle de Benedetto Croce. Ces deux lectures fondent leurs différentes interprétations sur le lien étroit entre la question agraire, la formation de l'assise industrielle et la construction de l'État-Nation. Emilio Sereni a vu dans l'échec d'une réforme agraire et dans la permanence de puissants résidus féodaux les signes de la faiblesse du marché national et de la dépendance de l'économie du Sud face à celle du Nord, et les limites du développement démocratique du pays. Rosario Romeo, à l'inverse, a souligné comment, à partir de l'unité, l'agriculture a fourni les capitaux nécessaires à l'organisation des grandes infrastructures territoriales et à la création d'un marché national moderne, en conjuguant croissance économique et développement des institutions libérales. Ce débat a été repris et rénové par Luciano Cafagna et Giorgio Bonelli, dont les contributions, moins liées à la polémique politique, confirment le rôle central et prépondérant joué par les campagnes et par les couches agricoles dans la formation de l'Italie contemporaine. Luciano Cafagna nie la formation d'un marché national et souligne la présence de marchés régionaux au nord et au sud du pays, qui n'établissent aucun dialogue entre eux et conservent une forte autonomie par rapport aux marchés internationaux. Prenant comme point de départ les marchés régionaux décrits par Cafagna, Bonelli, pour sa part, met en évidence la faible productivité de l'agriculture italienne, sa transformation capitaliste inachevée et son incapacité à soutenir le poids démographique des classes paysannes. Il impute en outre à l'émigration transatlantique et à la démission des émigrants la fonction de rééquilibrage de l'économie nationale².

Comprise dans une acception large, l'histoire de l'agriculture, qui intègre celle des couches sociales, des frontières et des modes d'organisation politique et syndicale, qui passe par celle des formes du paysage, des modes de conduction, des contrats et des techniques agronomiques, et qui aboutit à l'histoire des orientations productives, de la transformation des produits et des commerces, a continué de jouer un rôle central dans le débat sur l'histoire nationale. Publiés par l'éditeur Marsilio et dirigés par Piero Bevilacqua, les trois volumes de l'histoire de l'agriculture italienne contemporaine constituent une synthèse de toutes ces études qui met en relation la dimension de l'activité humaine (le travail physique, les pratiques, les savoirs agronomiques, mais également l'action politique et institutionnelle) avec la transformation des espaces agricoles³.

Il peut sembler paradoxal, voire un peu provocateur, de commencer une réflexion sur l'histoire urbaine de l'Italie contemporaine en partant de la position centrale que revêt la campagne dans le débat historiographique. Ce paradoxe semble moins évident si l'on considère qu'en Italie ont toujours coexistés, d'une part, un fort polycentrisme urbain de matrice préindustrielle sur lequel se sont greffés les processus d'urbanisation liés à l'industrialisation et, d'autre part, un rythme lent de dé-

ruralisation de la société et de l'économie, lié à la capacité générale de résistance du monde agricole, autrement dit à l'absence d'une transformation globale de l'utilisation de la terre dans un sens capitaliste⁴. Au XIX^e siècle, selon les calculs de Paolo Malanima⁵, l'Italie représente encore l'espace le plus urbanisé d'Europe, situé au quatrième rang derrière l'Angleterre, les Pays-Bas et la Belgique. Or, le taux d'urbanisation de l'Italie (calculé sur la base des municipalités de plus de 20 000 habitants) ne dépasse le seuil de cinquante pour cent qu'à partir de 1960. Il accuse ainsi un retard d'environ cent ans par rapport à l'Angleterre et de trente ans par rapport à la France⁶.

La compréhension de la force de résistance du poids démographique, culturel, économique et politique de la campagne dans l'histoire italienne a été un des enjeux fondamentaux de l'historiographie nationale. Elle est considérée par certains comme une limite aux processus de modernisation et de démocratisation de la nation. D'autres voient en elle une ressource essentielle qui a contribué à l'adoption d'une voie originale de développement et de modernisation, effectuée sans fractures traumatisantes. Quoiqu'il en soit, l'histoire de la ville n'a pu renoncer à se rapporter à celle de la campagne. Elle a dû se mesurer aux modes et aux temps suivant lesquels l'urbain a affirmé son hégémonie sur le rural. Il lui a également fallu évaluer la capacité de la campagne à conditionner la vie économique, politique et culturelle de la ville bien au-delà du XIX^e siècle.

L'analyse des rapports ville-campagne tire son origine de deux hypothèses fondatrices différentes, issues des réflexions de Carlo Cattaneo et d'Antonio Gramsci⁷. Le premier a écrit dans l'élan donné par le processus d'unification nationale et le second, dans les prisons fascistes. Selon Cattaneo, le rapport entre la ville et sa campagne se définit en termes de proximité physique, d'échange économique et culturel, de relations infra-structurelles, d'organisation des espaces, d'hégémonie et de contrôle des dynamiques territoriales de la part de la ville au regard de la campagne. Pour Gramsci, le rapport se fait plutôt entre ouvriers et paysans, entre industriels et propriétaires fonciers, techniciens de l'industrie du nord et avocats des villes méridionales, entre le nord et le sud de la nation. C'est la dynamique des blocs sociaux, des alliances politiques et des hégémonies culturelles. C'est surtout la force des couches agricoles rétrogrades qui s'impose sur la faiblesse des bourgeoisies urbaines, en bloquant le mouvement d'avancée de la démocratie.

L'analyse intellectuelle aura une grande retombée sur le projet politique de ces deux auteurs. Pour Cattaneo, le polycentrisme urbain tire sa force du rapport organique au territoire agricole, fondement de l'idée fédérale qu'il théorise et revendique alors et qui sera cependant repoussée par les choix centralisateurs de l'État unitaire. Pour Gramsci, du rapport ville-campagne dérive la position centrale dans le calendrier politique national de la question méridionale élevée au rang d'enjeu national, de la réforme agricole, de la distribution de la terre aux paysans.

C'est dans l'une ou l'autre de ces deux filières de travail – la première pouvant être définie comme géographico-territoriale et la seconde, socio-politique – que se sont rangées les analyses successives du rapport historique entre ville et campagne, au détriment d'une analyse globale de l'urbain. Dans la deuxième moitié des années soixante-dix, les études d'Alberto Caracciolo, d'Alberto Mioni et de Lando Bortolotti ont inscrit cette approche territoriale dans la culture urbanistique et historiographique italienne⁸.

Bien que l'étude du rapport ville-campagne en tant que telle demeure fondamentale, c'est surtout l'évaluation de la capacité que détient l'un des deux pôles de coordonner, de diriger et de contrôler les processus d'organisation du territoire qui est l'indice des changements sensibles de la culture historiographique. Par ailleurs, l'extrême variété du monde rural et urbain italien (les « cent villes » et les « cent Italies agricoles ») ne permet pas de construire et d'arrêter un modèle unique du mode d'agencement de ces rapports complexes dans les différentes parties du pays. On peut tout au plus tenter un inventaire des points de vue.

Carlo Cattaneo reconnaît dans l'histoire italienne une supériorité de la ville sur la campagne qui s'est manifestée à travers l'influence culturelle, économique et sociale de la première sur la seconde. Se référant à cette approche, Carlo Pazzagli a intitulé « La terre des villes » (*La terra delle città*) son étude sur les campagnes toscanes du XIX^e siècle, en soulignant la « fonction génétique » jouée au Moyen Âge par les villes vis-à-vis de la campagne, leur rôle « de générateur des systèmes territoriaux et régionaux »⁹. Dans l'introduction à l'histoire de l'agriculture contemporaine, Piero Bevilacqua voit se refléter « l'ombre de la ville » à travers la ramification territoriale des grands systèmes agricoles italiens. L'historien met en lumière les processus non agricoles de longue durée qui ont forgé l'espace de la campagne. Processus qui sont parfois le produit de l'intervention de l'État, comme dans le cas du quadrillage systématique imprimé sur le territoire par la centurie romaine, mais qui sont surtout le résultat de dynamiques décisionnelles qui partent de la ville. Avec leur culture et leurs capitaux, les villes ont pensé et produit aussi bien l'espace de la ferme que celui de la métairie¹⁰.

On peut cependant trouver dans l'historiographie contemporaine des lectures qui renversent une telle approche. Se référant aux réalités de l'Italie à la charnière des XIX^e et XX^e siècles, Silvio Lanaro a proposé de façon radicale et provocatrice d'inverser le sens du célèbre postulat formulé par Cattaneo, en posant « la campagne comme principe idéal des histoires italiennes ». Avec un renvoi spécifique à l'aire de la plaine du Pô, il souligne la capacité qu'ont les forces productives et culturelles de la campagne d'organiser la vie de la cité et déchiffre le système urbain de ce territoire comme une fonction « de mise en propriété capitaliste de l'agriculture développée » et non l'inverse¹¹. Dans les descriptions de Lanaro (qui utilise des sources littéraires), c'est la campagne qui envahit l'espace physique de la ville et les idéologies ruralistes qui innervent des processus culturels qui sont à proprement parler

urbains. Les élites agraires conjuguent l'innovation agronomique, le dynamisme entrepreneurial et le productivisme, tantôt par l'autoritarisme corporatiste et antisynical, tantôt par le coopératisme commercial et de crédit, en idéalisant l'hégémonie propriétaire sur la société locale et nationale. Aux images habituelles de l'urbanisation des campagnes se substituent celles, désuètes, de la ruralisation des villes.

En suivant une ligne d'interprétation analogue, les deux urbanistes Giancarlo Consoni et Gabriella Tonon ont reconsidéré la thèse de Cattaneo sur la domination traditionnelle de la ville sur la campagne en partant de l'aire lombarde où cette domination apparaissait démontrée et irréfutable¹². Ils soutiennent ainsi que la formation de l'agglomération milanaise ainsi que la consolidation des hiérarchies urbaines de la région sont loin d'être le produit d'un principe unique et univoque d'organisation spatiale qui émanerait de la ville en direction des campagnes, mais bien plutôt le résultat d'un processus osmotique et interactif dans lequel le rôle de protagoniste des classes agricoles est plein et entier¹³.

Cette capacité qu'ont les aires agricoles de conditionner les équipements manufacturiers et urbains vaut non seulement pour les zones développées de l'agriculture riche mais aussi et surtout pour les espaces où prévaut le régime du métayage. Pensons, d'une part, aux études de Sergio Anselmi sur les Marches qui réévaluent les pratiques d'aménagement du territoire produites par cette forme contractuelle et, d'autre part, à la littérature récente consacrée à la troisième Italie, qui lie la localisation des districts d'entreprises de la seconde moitié du XX^e siècle à la préexistence dans ces lieux du système du métayage¹⁴.

Du point de vue de l'historiographie générale, ce croisement entre ville et campagne, entre couches agricoles et urbaines a donné vie à deux paradigmes de lecture de l'histoire nationale. Décliné sur le versant politique et social, lié à la lecture gramscienne et confirmé par la sociologie de la modernisation, le premier paradigme montre du doigt les aspects autoritaires et antidémocratiques et insiste sur la lenteur de la modernisation italienne, influencée par la puissance que les élites traditionnelles agraires exercent sur des bourgeoisies urbaines encore fragiles. Décliné sur le versant économique-territorial, le second paradigme voit dans les interdépendances entre le monde des champs et le monde de l'usine, entre ville et campagne, dans la formation des districts industriels dans l'espace urbain autant que rural, dans le rôle de la famille paysanne, dans le réseau de ressources humaines, techniques et financières localisées dans les petites et moyennes agglomérations, les caractères d'un capitalisme basé sur la petite et moyenne industrie, qui a pu produire un développement exempt de fractures.

Bien que l'histoire de la ville italienne contemporaine puisse revendiquer des ascendances prestigieuses et se faire forte des réflexions de Carlo Cattaneo sur la « ville comme principe idéal des histoires italiennes », elle a eu du mal à s'imposer comme espace autonome, autorisé à interpréter les

grands thèmes fondamentaux de l'historiographie nationale, et pas seulement parce que la campagne l'a forcée à se mesurer à ses propres dynamiques économiques, culturelles et politiques.

Selon Ernesto Galli della Loggia, la perte du caractère central des villes comme élément identificateur de l'histoire nationale coïncide avec la formation de l'État unitaire. Le polycentrisme urbain et l'énorme diversité d'institutions culturelles sociales et politiques exprimée par les villes italiennes, qui représentaient à la fois l'héritage des processus originaux de construction du territoire national et une importante ressource identitaire pour le futur État national, sont effacés par l'émergence et la prédominance du bipolarisme nord-sud qui devient le paramètre spatial dominant pour l'explication historique, et par le choix centralisateur de l'État unitaire seul autorisé à incarner l'esprit national. Galli della Loggia soutient qu'une « fracture objective » s'est produite entre l'identité nationale, qui s'était historiquement formée sur le polycentrisme urbain, et celle du nouvel État italien édiflée sur d'autres principes¹⁵. L'histoire de la ville italienne contemporaine se trouve affectée par cette hypothèse.

Si le fait de suivre l'histoire de ces trois points nodaux de l'itinéraire national (dualisme nord-sud et question méridionale, centralisme/autonomie, rôle des villes dans les processus de nationalisation) permet de mesurer l'importance des villes dans la construction de l'identité nationale, il peut aussi servir à évaluer les variations de la courbe d'intérêt que l'historiographie contemporaine leur porte. Dans cette perspective, la manière dont ces trois nœuds se dénouent, dans la dernière décennie du XX^e siècle, semble redonner à la ville un rôle central, comme en témoignent l'étude de la crise du méridionalisme classique et l'affirmation du modèle des Trois Italies dans les études historiques, sociologiques et économiques; les recherches sur les sociographies urbaines et le regain d'intérêt dont témoigne l'historiographie administrative récente pour les espaces d'autonomie des administrations locales; l'attention que les disciplines urbanistiques et historiques accordent à la construction des identités urbaines dans la dialectique entre les dimensions locale et nationale, et à la place et au rôle pris par Rome dans l'ensemble de ces processus.

Nord/Sud... Un passage au Nord-Est

À partir des années 1980, l'étude des villes du Sud italien prend à nouveau un caractère central grâce à la réflexion critique menée par tout un secteur de l'historiographie italienne qui va à l'encontre des interprétations du méridionalisme classique. Du point de vue de l'histoire urbaine, le mérite de cette polémique révisionniste est de rompre avec un des plus persistants stéréotypes que l'historiographie méridionaliste a entretenu à l'égard du Sud : l'image d'une région foncièrement agricole caractérisée par une articulation sociale bipolaire trop élémentaire, constituée, d'un côté, par la propriété foncière absentéiste, de l'autre, par les paysans pauvres¹⁶.

Sur ce modèle bipolaire se sont élaborées des lectures méridionalistes sophistiquées d'orientation politique opposée. La lec-



Figure 1: *Activité dans le port de Messina – 1897. Source: l'ouvrage de S. Nicolosi Vecchie foto de Sicilia (Catania, Greco, 1990).*

ture gramscienne et la lecture libérale s'articulaient toutes deux autour du rôle majeur à la fois politique et économique des couches agricoles, dominées ou dominantes, et ont fait des villes méridionales et des couches sociales qui les habitaient un sujet marginal et subsidiaire de la recherche historique, dépourvu d'une capacité explicative autonome vis-à-vis des mécanismes de transformation historique.

Dans les recherches qui ont pris ces modèles comme point de départ, la description des grandes villes a ainsi prévalu comme lieu de consommation parasitaire des rentes des grands propriétaires fonciers et des centres de moyenne dimension, comme dortoirs de masse d'ouvriers agricoles se déplaçant journallement de leur lieu de résidence à leur lieu

de travail (auxquels l'italien attribue le nom de *pendolari*), dépourvus des fonctions et de la morphologie élémentaires de l'agrégat urbain. La rente foncière et le travail agricole sont restés les agents principaux de la vie paysanne, tandis que le monde complexe des bourgeoisies productives et professionnelles urbaines a endossé le rôle de sujet politique subalterne au profil sociographique amorphe.

À partir des années 1980, un nouveau filon de recherche a renversé les données principales de cette lecture. À l'époque, les processus d'urbanisation et de modernisation accélérés de la société méridionale, conjugués à la marginalité du rôle de la propriété foncière après la réforme agraire et à la croissance contemporaine des couches urbaines, posent de nou-

velles questions qui stimulent les enquêtes sur les racines lointaines de ces phénomènes. Les villes et leurs habitants deviennent des sujets de l'histoire du *mezzogiorno*, tandis que l'attention portée aux campagnes se déplace de la grande propriété céréalière vers l'agriculture intensive des oliviers, des vignes et des agrumes; l'intérêt historiographique, auparavant occupé à explorer les formes du retard et de l'absence de développement de l'univers rural, se concentre désormais sur la valorisation des éléments de dynamisme des villes et des campagnes¹⁷.

Au même moment, les déplacements de la discipline vont dans la même direction. L'histoire urbaine française joue un rôle important dans la définition de la fonction centrale des villes comme objet de la recherche. L'avancée théorique que constitue la reconnaissance de l'autonomie des processus d'urbanisation par rapport aux processus d'industrialisation ramène au centre de l'attention les couches moyennes urbaines comme produit typique du développement de la ville du XVIII^e siècle. Les artisans, les commerçants, les membres des professions libérales et les employés des villes du Sud se présentent à l'œil de l'historien comme des cas parmi d'autres de bourgeoisies non entrepreneuriales européennes. En outre, l'attention portée à la dimension démographique quantitative dans la définition du rang des villes dans la construction des hiérarchies urbaines permet de mettre en évidence la solidité, même faible et hétérogène, de l'armature urbaine méridionale, en soulignant le rôle central joué par les villes dans la construction du territoire du sud de l'Italie¹⁸.

Par ailleurs, il y a dans la nouvelle historiographie consacrée au *mezzogiorno* la prise en compte du fait que les processus de modernisation de la société européenne n'ont pas suivi un parcours progressif et linéaire, caractérisés qu'ils furent par le croisement de l'ancien et du nouveau dont le Sud peut être un bon laboratoire¹⁹. Les catégories de l'analyse du sous-développement et du retard de croissance ont ainsi laissé la place à celles de la modernisation difficile ou de la modernisation ralentie.

Ces dernières permettent d'explorer les modes spécifiques d'intégration de cet espace dans les circuits de l'économie capitaliste, en stratifiant les figures sociales et les structures urbaines et territoriales qui portent en elles les connotations de la rencontre difficile entre la modernité et la tradition. Cette historiographie a ainsi abandonné l'idée d'un Sud économiquement et culturellement homogène en mettant en évidence, à l'intérieur du territoire méridional, la diversité des cadres économiques, environnementaux et culturels sur la base de l'intensité et de la qualité de l'intégration aux marchés internationaux, aux circuits culturels nationaux et européens, avec les relations politiques et administratives supra-locales.

En résumé, la poussée de modernisation des villes du Sud, dans une conjonction longue embrassant les xviii^e et xix^e siècles, est dictée par deux facteurs essentiels, le premier de caractère économique, le second institutionnel. Dans le premier cas, on parlera d'insertion dans les circuits marchands des es-

paces de développement industriel du nord de l'Europe, en tant qu'exportatrice de produits agricoles de qualité. La participation aux échanges internationaux, dans les limites caractéristiques d'une économie périphérique, invalide le stéréotype d'une société sans marché, encourageant les études des bourgeoisies urbaines liées à l'entreprise et au commerce, en concentrant les recherches sur le développement des villes portuaires et marchandes, sur la création de nouvelles hiérarchies urbaines et de nouvelles complémentarités entre espaces territoriaux urbains et ruraux²⁰. Dans le second cas, il s'agira d'intégrer les nouvelles dynamiques entre pouvoirs centraux et pouvoirs locaux, déterminées par la formation de l'État administratif des royaumes bourbonien puis piémontais, ce qui rend caduc un autre stéréotype sur le Sud comme société « sans État », en promouvant les études sur la classe politique et administrative des villes et sur les processus de modernisation urbaine produits par la dialectique centre-périphérie²¹.

De concert avec cette nouvelle approche historiographique, on exhorte à ne pas surestimer les aspects dynamiques et modernisateurs liés aux « conditionnements externes » et à ne pas négliger pour autant les aspects liés aux « conditionnements internes » de la société méridionale, autrement dit la faible articulation des forces sociales et l'exiguïté de l'assise productive et du marché²². Cette saison historiographique a permis de remettre la ville du Sud au centre du débat et a paradoxalement encouragé la revalorisation du rôle de la ville là où la campagne avait traditionnellement le dessus.

Parallèlement à la crise historiographique du méridionalisme classique, se précisait la crise du modèle dualiste du développement. La réponse au dualisme a consisté en Italie en une politique des mesures exceptionnelles basée sur l'idée d'étendre le modèle productif fordiste des régions avancées à celles moins développées pour permettre à ces dernières de parvenir au niveau des premières. Cette politique préjugeait d'une vision uniforme de l'espace qui pouvait faire abstraction des spécificités locales, en ceci que le modèle gagnant dégageait son propre rendement non du rapport avec le territoire de référence, mais de son organisation verticale et de la capacité d'optimiser les économies internes d'échelle.

À partir de la seconde moitié des années 1970, surgissaient les premiers symptômes de la crise du modèle fordiste, et la présence de noyaux consistant de petites et moyennes entreprises localisées dans le Nord-Est, le long de la ligne adriatique et dans le nord du pays, devenait en même temps plus évidente. C'est dans ce contexte que s'affirmera le nouveau modèle des Trois Italies²³.

Sergio Conti et Fabio Sforzi mettent en lumière deux moments charnières du parcours qui amène du dualisme Nord/Sud au modèle des Trois Italies²⁴. Ce parcours permet de renouveler la vision de l'organisation des espaces territoriaux nationaux et offre un nouveau paradigme du développement. Le premier passage correspond à la reconnaissance de l'existence d'une troisième Italie, caractérisée par la présence de la



Figure 2: *Promenade de la bourgeoisie et de la noblesse dans les rues de Palerme – 1900.*
Source: *L'ouvrage de S. Nicolosi Vecchie foto de Sicilia (Catania, Greco, 1990).*

petite et moyenne entreprise. Le second coïncide avec l'utilisation du paradigme interprétatif du district industriel comme alternative au paradigme fordiste, au moyen duquel il est pris acte du caractère central des économies externes de localisation par rapport aux économies internes d'échelle²⁵.

L'espace uniforme et abstrait servant de support au fordisme est ainsi substitué par l'espace dense de relations matérielles et immatérielles des « systèmes locaux »; espace à l'intérieur duquel se construisent les conditions du développement de l'entreprise. Le territoire cesse de n'être que le simple support du déploiement des activités productives pour devenir la condition d'existence de la vie économique. Le territoire de la troisième Italie et des districts se caractérise par une forte intégration entre ville et campagne, où la matrice historique du monde rural s'identifie à la famille agricole autonome, qu'elle corresponde à la petite propriété ou à la location et plus souvent encore à la métairie, tandis que celle de la ville est constituée par des noyaux d'activités commerciales et artisanales traditionnelles.

Cette intégration est construite sur la présence d'un dense réseau d'infrastructures et de services (banques, écoles, universités, centres commerciaux, hôpitaux), ainsi que sur l'échange réciproque de valeurs culturelles et de connaissances productives. Dans ce contexte, le rôle joué par la famille comme lieu

d'accumulation du capital, de transmission des savoirs techniques et de régulateur du marché du travail apparaît central. La tentative d'intégration du revenu par le travail à domicile et la migration alternante constituent les éléments essentiels du profil de ceux que l'on nomme les métayers métallos et les ouvriers paysans. Si bon nombre de spécialistes de la troisième Italie préfèrent toutefois mettre l'accent sur le rôle de la métairie comme génératrice du modèle²⁶, il convient ici de relever l'attention importante portée à la fonction des villes comme « activatrices du processus »²⁷.

Nous pourrions ainsi dire que ces villes petites et moyennes composées en réseau, qui parsèment l'Italie du Centre et du Nord et que Gramsci qualifiait de « villes du silence », expression d'une bourgeoisie fortement connotée de caractères ruraux et faiblement consciente de sa mission progressiste, prennent dans la perspective retracée ici le rôle d'acteur principal d'une « transition douce », « lente », « sans fracture ». Loin d'avoir représenté un obstacle à leur développement, le lien avec la campagne a, au contraire, signifié un enracinement aux vertus propulsives qui caractérisent le modèle italien du développement.

Si l'importance prise par l'étude des processus de développement local a ramené la ville au centre de l'attention des économistes et des sociologues et a poussé les urbanistes à

abandonner une approche trop fonctionnaliste, elle a paradoxalement été négligée par les historiens. Andrea Colli souligne qu'en dépit de la surenchère pratiquée sur les racines historiques, les études sur la société locale et sur les districts manquent encore d'« une perspective historique de caractère analytique ». Aurelio Alaimo montre comment à l'évidence les théoriciens des districts ont dialogué avec toutes les sciences sociales mais ont négligé, sauf quelques rares exceptions, les thèmes de l'historiographie du monde contemporain, à savoir les bourgeoisies urbaines, l'autonomie des collectivités locales, les aspects symboliques et culturels des identités urbaines²⁸.

De vastes champs d'enquête restent donc ouverts. L'histoire des institutions urbaines actives dans l'économie, la finance, la formation, la culture et l'aide sociale, l'histoire de la culture associative bourgeoise, mais plus généralement l'histoire des politiques municipales de solidarité produites par les sous-cultures catholiques et socialistes²⁹, représentent bien plus que de simples repères fondamentaux d'où faire partir la reconstruction des contextes relationnels positifs, générateurs des économies externes des districts. Elles contribuent de manière essentielle à l'histoire des relations sociales en milieu urbain et à l'histoire de la construction sociale de l'espace urbain.

Centre/périphérie. Local/national. Décomposition et recomposition des cadres d'analyse

Une autre clé qui ouvre sur l'histoire de la ville est à chercher du côté de l'histoire sociale et de l'histoire de l'administration. Ce terrain d'enquête se révèle particulièrement fertile lorsque les deux disciplines cessent de s'ignorer mutuellement pour se conjuguer et faire de la ville bâtie le produit de l'interaction sociale et non plus le simple décor de l'activité humaine.

Sur le versant de l'histoire sociale, l'attention est portée sur la stratification de la société urbaine entre les XIX^e et XX^e siècles, lorsque les lents processus d'ascension sociale des couches bourgeoises locales font pendant au déclin graduel de la noblesse³⁰. La consistance des élites locales s'articule avec l'affirmation des bourgeoisies libérales, commerciales et industrielles et des nouvelles bureaucraties liées au développement des structures administratives, tandis que la noblesse, une fois déchue des privilèges de matrice féodale, conserve son rôle parmi les élites locales, autant par les valeurs sociales et culturelles qu'elle peut encore incarner que par sa capacité de gestion du patrimoine économique. Les villes italiennes du XIX^e siècle se présentent comme un lieu d'hybridation entre les résidus tenaces de l'ancien régime et les nouveautés dont est porteuse la nouvelle société bourgeoise. Si, d'un côté, on constate des processus d'adaptation de l'aristocratie aux comportements économiques et aux valeurs bourgeoisies, de l'autre, il est possible de noter, dans certaines composantes de la bourgeoisie, une tendance à la reproduction de modèles économiques et sociaux consolidés de matrice aristocratique.

La distinction entre bourgeoisie de l'argent (entrepreneurs et marchands), bourgeoisie du savoir (professions libérales et techniciens), bourgeoisie de la terre (propriétaires) permet d'articuler le cadre de l'univers bourgeois des villes italiennes. De la superposition et du croisement de ces figures se dégage la particularité des différentes réalités urbaines. Étant bien entendu que l'attention est portée pour l'essentiel sur la reconstruction des patrimoines, l'intérêt historiographique se tourne de plus en plus vers la dimension culturelle plutôt qu'économique et plus précisément vers la formation de l'identité bourgeoise. C'est dans le cadre spécifique de la formation culturelle, des modèles de vie et de relations, que la bourgeoisie tend à produire des mécanismes de distinction sociale vers le haut et vers le bas. Cette approche renvoie directement à la dimension urbaine. En effet, la ville est par excellence le lieu des relations culturelles et sociales et des processus d'éducation et de formation qui définissent la culture bourgeoise. Attentive aux conclusions de l'historiographie européenne, l'historiographie italienne a ainsi formulé une série de questions visant à définir le profil socio-professionnel des élites urbaines italiennes.

Les modalités de formation des patrimoines mobiliers et immobiliers, la mise en œuvre des stratégies familiales visant à éviter l'éparpillement des patrimoines, la propension plus ou moins grande à l'investissement et au risque, l'existence ou non de processus de désenclavement et de déruralisation du patrimoine à la charnière de la grande crise, telles sont les questions les plus fréquemment retenues pour tenter de donner la mesure de la modernité présente dans les comportements économiques³¹. L'analyse de l'intensité, de la fréquence et de la qualité des formes d'interaction sociale des individus en milieu urbain, l'histoire des pratiques de déférence/révère qui légitiment le statut bourgeois par rapport aux couches subalternes, la participation à la vie associative, basée sur des mécanismes d'intégration sociale, définissent les temps et les modes de la formation de l'identité bourgeoise. Le mouvement associatif aristocratique et fermé de Turin, son équivalent milanais ouvert à l'intégration entre bourgeoisies et aristocraties, les cercles interclasses de la Romagne ou encore l'exclusivisme des cercles de la bourgeoisie montante sicilienne, constituent le cadre des formes diversifiées de socialisation dans les villes italiennes³².

Toujours dans le cadre de la ville, un intérêt particulier est porté au monde du prolétariat urbain qui apparaît articulé et distinct : d'une part, les premières aristocraties ouvrières, caractérisées par la fierté du métier et par un monde associatif fondé sur les critères de dignité, de décorum, de respectabilité et de secours mutuel; d'autre part, les ouvriers non qualifiés (les classes dangereuses), résultat de l'immigration intérieure et du déclassement d'une infime couche d'artisans et de commerçants qui vivent aux marges physiques et morales de la ville bourgeoise et qui alimentent, par des comportements associés à une logique du besoin et du conflit plutôt qu'à celle du décorum et de l'intégration, la crainte de la modernité. C'est aussi le cas des catégories répandues de l'ou-

vrier-paysan étudiées par les historiens de l'époque proto-industrielle qui transfèrent dans les villes des modèles et des cultures d'habitat, de consommation et de travail étrangers au milieu urbain, en conditionnant l'organisation de l'espace³³. La ville apparaît ainsi comme un lieu de stratification éminemment complexe.

Les élites citadines sont étudiées non seulement afin d'arrêter une définition des profils socio-culturels mais aussi dans l'espoir de pouvoir, à terme, préciser le rôle de médiation qu'elles jouent entre la société et l'État³⁴. Ce sont en l'occurrence les notables qui, à travers l'exercice des fonctions administratives et politiques, monopolisent la représentation des besoins et des intérêts des sociétés locales. L'histoire sociale croise sur ce terrain l'histoire administrative. Cette dernière a en effet récemment révisé et relativisé la centralisation radicale attribuée à l'État libéral par l'historiographie précédente, en montrant l'écart entre le projet centralisateur et sa mise en œuvre concrète. Selon Stefano Sepe, la politique centralisatrice « n'a pas entièrement fonctionné » et a subi « bon nombre d'exceptions³⁵ ».

La définition proposée par Raffaele Romanelli d'une « organisation administrative centralisée sur un centre faible » permet de bien saisir la portée de cette révision³⁶. Elle met l'accent, d'une part, sur l'affaiblissement lent mais progressif du rôle du préfet, par la cession de parts de contrôle du territoire aux structures périphériques de chaque ministère et, d'autre part, sur le renforcement des fonctions de liaison entre centre et périphérie jouées par les représentations parlementaires locales qui soutiennent le préfet dans son action de réception des demandes provenant des différentes réalités locales. Le rapport entre centre et périphérie ne semble donc pas soutenu par un modèle hiérarchique qui partirait d'un centre politique pour moderniser et homologuer une périphérie à la traîne, mais plutôt par une multiplicité de relations dialectiques entre l'impulsion uniformisante du centre et les poussées excentriques et particularistes des périphéries.

Dans ce contexte relationnel, les pratiques de négociation entre centre et périphérie pour l'allocation des ressources matérielles et symboliques, négociations qui entament le statut tendanciellement unificateur du système administratif national, prennent un relief historiographique particulier en dessinant une hiérarchie nouvelle de particularismes citadins. La faculté politique que les villes avaient d'influencer les décisions de l'administration centrale, à travers les députés et les préfets, devient ainsi un des critères pour mesurer la distribution des fonctions et des ressources qui recomposent les relations sociales ainsi que la forme physique de la ville et du territoire.

L'aptitude à répondre aux intérêts individuels et collectifs exprimés par les collèges électoraux qui pouvait avoir cette trame dense et diffuse de médiations clientélistes gérées par les notables locaux formerait, d'après Alberto Banti et selon cette perspective, une caractéristique essentielle du système politique de l'Italie de la fin de ce siècle³⁷. Dans son histoire

de la bourgeoisie italienne, Banti a décrit l'univers fragmenté et diffus des notabilités, leur profond enracinement dans le territoire local et le particularisme et le clientélisme qui caractérisent l'action politique. En outre, il a retracé le parcours difficile vers l'acquisition d'un point de vue national, réalisé autour d'une série de mythes, de symboles et de discours nationaux et patriotiques capables de recomposer sur le plan culturel, émotionnel et symbolique la mosaïque sociale et territoriale. Aussi, l'étude des cursus d'homologation et de nationalisation des élites renvoie-t-elle au localisme comme matrice originelle de l'univers bourgeois du notable italien.

Les études récentes sur les fêtes et les rites nationaux d'Illaria Prociani et de Bruno Tobia, ainsi que les recherches de Carlotta Sorba sur le théâtre mélodramatique du *risorgimento*, démontrent que le local et le national demeurent deux pôles de l'identité italienne qui ne s'excluent pas et tendent au contraire à s'intégrer et à coexister³⁸. À partir de l'Unité, dès lors que les élites locales s'insèrent au circuit plus ample de l'État national, elles éprouvent le besoin de s'enraciner dans le tissu local, conscientes d'en retirer leur principale légitimité politique. Marco Meriggi définit ce processus comme le « besoin de participer à la modernité nationale par une forte identité municipale »³⁹.

Il s'agit d'un filon de recherche prometteur qui doit se tourner aussi vers l'étude du fascisme et montrer comment, durant les vingt années qu'a duré le régime mussolinien, lorsque les espaces d'autonomie municipale sont réduits radicalement du fait de l'abandon du système électif pour les charges de maire et de conseillers municipaux, et que les processus d'uniformisation culturelle se sont intensifiés à travers la multiplication des rites, des mythes et des symboles nationaux, la construction des identités municipales et régionales fut alors vécue, alimentée et légitimée par son incorporation aux grands enjeux de la construction nationale⁴⁰.

En plus de mettre en lumière le rôle d'une pluralité des savoirs autour desquels se construit la ville contemporaine, le conflit qui s'ouvre au tournant du XX^e siècle entre amateurs d'art et théoriciens de l'hygiène relevé par Guido Zucconi, permet d'éclairer deux formes différentes d'intégration idéologique des localités au sein de la nation⁴¹. Les élites locales redéfinissent leurs caractères de distinction/appartenance à la nation à travers, d'une part, la construction de leur propre identité autour de la tutelle et de la mise en valeur d'un patrimoine fait de mémoires historiques et de présences monumentales, unique et caractéristique de leur tradition locale et, d'autre part, l'adhésion enthousiaste à la modernité. Cette dernière se manifeste dans les codes culturels de l'hygiène et de l'innovation.

Les rhétoriques de la modernité ont aussi une fonction de soutien des processus de spéculation immobilière et d'aménagement du territoire. Elles participent également à la grande entreprise d'homologation et tracent des parcours culturels égaux pour tout le territoire national. Par ces rhétoriques, les élites locales offrent à la communauté des

administrés de puissants éléments d'agrégation identitaire, construites sur l'idée de la participation aux bénéfices du progrès et de l'amélioration de la qualité de vie en milieu urbain. Souvent, l'accès à la modernité est vécu en compétition avec d'autres villes avec, à la clé, l'orgueil de la primauté. Ces rhétoriques se conjuguent avec celles de la tradition. Ces dernières qui veulent dévoiler, sauvegarder et promouvoir des espaces et des lieux urbains, distinguent, séparent et spécifient l'apport de la localité à la construction de la nation sur la base de la spécificité du patrimoine historique monumental. En ce sens, les élans de production identitaire sont étroitement liés aux processus de constructions physique et symbolique de la ville.

Ici, il convient de mentionner l'attention renouvelée envers les aspects symboliques du développement urbain et monumental de Rome, et envers le rôle joué par la capitale dans les processus de nationalisation, comme miroir de l'identité nationale. Dans sa récente histoire de la « Rome contemporaine », Vittorio Vidotto place cet aspect au premier plan par rapport à la clé de lecture traditionnelle du développement urbanistique de la ville éternelle, fondée sur le critère de la spéculation immobilière et de la détérioration des banlieues⁴².

La dimension urbaine devient ainsi le cadre privilégié pour l'étude des relations entre le local et le national, entre le centre et la périphérie, et ce, dans une double perspective qui regarde, d'une part, du côté des processus politiques et culturels à travers la dialectique entre construction des identités locales et nationalisation des périphéries et, d'autre part, du côté de l'histoire administrative explorant la dialectique entre les espaces d'autonomie et les formes imposées de centralisation.

Cette dialectique définit la forme physique de la ville, sa morphologie sociale et les processus culturels de construction de l'identité urbaine qui l'animent. Elle met aussi en jeu les pouvoirs et les savoirs qui en elle opèrent, ainsi que les conflits et les liens qui sont, à travers eux, générés. L'attention se porte vers les pouvoirs locaux, l'analyse des conflits politiques et administratifs pour l'attribution des budgets communaux et pour l'accès aux financements nationaux. Récemment, elle s'est aussi tournée vers le rôle des services techniques de la commune comme lieu pivot de la planification et de l'administration de l'espace urbain⁴³. La construction des lieux de sociabilité bourgeoise (théâtres, bords de mer, avenues, villas et jardins municipaux, marchés), la production des équipements en réseaux (aqueducs, égouts, illuminations au gaz et à l'électricité, tramways), les démolitions massives des remparts ou de quartiers insalubres, les agrandissements urbains et les constructions d'habitations sociales, la découverte et la tutelle des zones archéologiques et monumentales sont autant d'aspects de la réalité physique de la ville qui cristallisent des valeurs symboliques et économiques, et dans lesquels se matérialisent les relations qui se déploient sur un plan horizontal, entre classes sociales urbaines, et vertical, entre les administrations locales et l'État⁴⁴.

À ce type de relation, il faut ajouter le réseau de rapports que tissent entre elles les communes italiennes, à travers des or-

ganismes institutionnels comme l'Association nationale des communes italiennes (*ANCI*), fondée en 1906 dans le but de préserver l'autonomie municipale, ou à travers de fréquents échanges informels de projets et d'informations qui nourrissent la circulation des savoirs urbains⁴⁵. A l'intérieur de ce tissu dense de relations, la vie des municipalités italiennes entre les XIX^e et XX^e siècles s'esquisse ainsi extrêmement vive et dynamique.

L'autre champ sur lequel s'est attardée l'historiographie récente est celui des savoirs urbains. Deux filières d'étude s'affrontent et ce n'est que récemment que leurs résultats respectifs ont commencé à converger⁴⁶. La première filière se déploie dans le giron de l'histoire de l'urbanisme et veut reconstruire, par un travail réflexif, les racines multiples de son propre statut scientifique et son processus de formalisation et d'institutionnalisation lent et tardif. Ingénieurs, architectes, techniciens municipaux, médecins hygiénistes, économistes, démographes, historiens de l'art expriment des savoirs et des compétences qui agissent dans la ville et qui contribuent à former la discipline urbanistique à travers un parcours qui débute entre les XIX^e et XX^e siècles, et s'affirme durant le fascisme. En 1929 la naissance de l'*Istituto Nazionale di Urbanistica (INU)* constitue une étape fondamentale dans le processus de création et de légitimation de la figure de l'urbaniste, porteur d'un savoir nouveau et doté d'un statut disciplinaire à part entière⁴⁷.

La seconde filière correspond au champ de l'histoire socio-politique et administrative. Elle souligne comment des savoirs techniques, nés de l'administration publique, de l'ingénierie et de la démo-anthropologie, sont amenés à faire face à la complexité grandissante de la gestion urbaine : immigration et demande de logements économiques, croissance des infrastructures et municipalisation des services, expansion et formation de la rente, questions d'hygiène et de sauvegarde des quartiers anciens. Ces savoirs trouvent leur terrain d'action au sein des municipalités dont ils animent l'activisme et le dynamisme⁴⁸.

Le fascisme est défini par ces deux filières comme point de rupture et de changement. D'une part, il recompose, à travers le rôle de l'*INU* et de l'activité de Gustavo Giovannoni et de Giorgio Piccinato, la segmentation des compétences urbanistiques autour de la figure de l'architecte, comme synthèse de connaissances techniques, scientifiques et historiques. Ce résultat est interprété comme l'échec d'une approche exclusive socio-économique adoptée par la culture scientifique italienne traditionnelle, dans l'analyse et la gestion du fait urbain. D'autre part, le tournant centralisateur des années vingt correspond au transfert d'une série de compétences relatives au territoire des mairies vers les organismes publics et parapublics qui œuvrent à l'échelon national. C'est ce que l'historiographie administrative italienne appelle l'*entificazione* du fascisme, sur la base d'organismes et d'institutions publiques ou apparentées au service public (*ente* en italien).

Les thèmes de la réforme sociale, depuis la question de l'habitat jusqu'aux impératifs sanitaires en passant par le relevé

statistique des besoins qui, à l'époque libérale, avaient représenté le pivot de l'action municipale, passent désormais entre les mains de nouveaux organismes, sans aucun contrôle démocratique. Ils sont confiés à une nouvelle bureaucratie de parti et à des techniciens formés dans le climat de grande ferveur municipale, caractéristique des premières années du XX^e siècle, et maintenant cooptés par le fascisme. La tension vers la modernité sociale qui avait grandi à la marge se déplace vers le centre et nous nous trouvons alors devant l'échec patent de cette culture municipale et assistons à la victoire du centre sur la périphérie.

Des hommes, des pierres et des représentations

Revenons à notre point de départ, c'est-à-dire à l'histoire des campagnes envisagée comme le pendant ou l'émule de l'histoire urbaine, pour faire l'observation suivante : alors que la première est parvenue à conjuguer, non sans difficultés et incertitudes, l'histoire des sujets sociaux, des savoirs agronomiques et des transformations physiques du territoire, autrement dit l'histoire des hommes et celle de la terre, la seconde peine à s'engager dans une voie analogue et l'on note à quel point il est encore difficile en Italie de faire se rencontrer ceux qui ont compétence à parler des hommes et ceux qui ont compétence à parler des pierres.

En ce sens, l'histoire de la ville a produit un grand nombre de revues spécialisées, de séries éditoriales et de monographies de grande valeur mais elle est encore loin de pouvoir prétendre faire la synthèse de la pluralité des champs disciplinaires qu'elle embrasse⁴⁹. Il ne faut pas voir dans cette observation un jugement de valeur négatif mais plutôt la reconnaissance d'une grande pluralité des modes d'accès à l'histoire urbaine et un élément de richesse et d'originalité de la tradition italienne. Il convient enfin de souligner l'affirmation d'un nouveau filon de recherche sur la production sociale de l'espace urbain qui a pour modèle l'historiographie française, et qui semble à même de restituer tout son caractère central et son autonomie à la ville comme objet d'étude.

Les indications les plus claires dans cette direction nous parviennent de Carlo Olmo⁵⁰. On relève dans ses écrits trois modèles dominants dans les façons de faire l'histoire urbaine. Le premier modèle, de matrice fonctionnaliste et produit de la culture urbanistique, envisage de réduire l'espace aux fonctions qui se jouent en son sein et d'interpréter ces fonctions comme le produit de processus rationnels. Le deuxième modèle, de matrice architectural, lit l'histoire urbaine comme histoires de produits architecturaux en accentuant aussi bien l'interprétation symbolique que les pratiques de classification et d'identification des constructions, à travers les codes stylistiques et les analyses morphologiques et typologiques. Le troisième modèle appréhende la ville et l'espace urbain comme simple décor des processus sociaux, politiques et économiques vis-à-vis desquels il reste substantiellement indifférent et neutre. À ces modèles, l'auteur oppose une histoire urbaine qui reconquiert toute son autonomie par rapport à l'urbanisme, l'architecture et les sciences sociales en met-

tant au centre de la réflexion l'autonomie de son champ d'analyse, ou encore la capacité que l'espace urbain a de résister à des processus qui tendraient à le rendre 1) rationnel, selon les actions volontaires des hommes, 2) pleinement déchiffrable, selon des codes morphologiques et typologiques prédéfinis, 3) neutre, par rapport aux actions qui s'y déroulent. Au contraire, l'espace urbain est le produit de l'interaction et de la mobilité sociales et physiques, des contradictions et des conflits qui s'y jouent, définissant de façon tout à fait originale les temps et les modes de la production de sa valeur économique, de sa forme physique et de sa signification symbolique.

À l'intérieur de ce parcours, une filière d'étude explore en remontant jusqu'au XIX^e siècle les racines d'une pratique de rationalisation de l'espace urbain qui trouvera sa pleine mise en œuvre à la charnière des XIX^e et XX^e siècles et dans la codification de la discipline urbanistique. Les codes culturels de décorum et d'hygiène publique, les alignements d'édifices, l'uniformité des perspectives, qui deviennent norme sociale, esthétique et de construction dans les plans d'urbanisme, définissent les nouvelles hiérarchies physiques et symboliques des espaces citadins, en se heurtant à une pratique d'usage des espaces faite d'usurpations, de transgressions, de résistances, d'abus et d'autonomie qui s'opposent à ces formes de rationalité. Pour ces lectures, le statut de l'espace urbain est le produit du conflit entre norme et transgression, tout comme sa représentation est le produit de la dialectique entre regard externe et interne. La construction des identités urbaines paraît être le résultat d'un croisement entre la représentation réflexive des élites locales, qui sélectionnent en fonction de leurs pratiques administratives et sociales, des discours et des images sur les espaces et les lieux de la cité, et le regard externe (du voyageur étranger, de l'autre, de l'antagoniste, du paysan et de l'État) qui charge ces territoires d'autres stéréotypes, de codes culturels et d'attentes. Cette dialectique interne-externe engendre ainsi, par conflit ou par intégration, au travers d'approximations successives, de variantes, d'augmentations et de réductions, l'image d'une ville qui pour cette raison n'est pas le reflet immédiat de la réalité mais plutôt le produit d'une interaction sociale⁵¹.

En observant le territoire du *mezzogiorno*, Biago Salvemini fait une mise en garde contre ces reconstructions historiques qui lisent en terme d'homogénéité nécessaire les relations entre les « morphologies physiques », les « morphologies sociales » et les « morphologies des identités et des représentations de l'espace ». Il nous invite en même temps à saisir « les déconnexions » entre l'espace, ses habitants et ses représentations, autrement dit la résistance et le caractère irréductible d'un espace qui a amoncelé ses formes en plusieurs siècles, à s'adapter aux exigences immédiates de son utilisation productive et symbolique. La tâche de l'historien du territoire consiste à identifier et déchiffrer les logiques à la base de ces « déconnexions »⁵².

En se penchant sur les métropoles, Paolo Capuzzo a récemment souligné le caractère central de l'interaction entre mor-

phologie physique et morphologie sociale. L'histoire urbaine définit ainsi son cadre d'analyse à l'intérieur de l'étude de la tension entre les nécessités de la forme physique préexistante et celle, innovatrice continue, vers sa transformation⁵³. Les cultures, les intérêts (forts et faibles, diffus et organisés), les pouvoirs et les savoirs de la ville qui appellent une transformation de la forme physique pour l'adapter à leurs propres rationalités, sans toujours y parvenir, créent souvent une anomalie, qui devient ainsi le vestige de volontés inabouties.

Voici un des premiers écarts dont l'histoire urbaine doit rendre compte. Chaque histoire de ville doit en outre pouvoir doser soigneusement les proportions entre ce qui est unique et ce qui appartient exclusivement au territoire étudié, et ce qui, au contraire, est à relier à des processus plus globaux et possède des caractères homogènes par rapport aux cycles de la politique, de l'économie et de la culture nationale et internationale. L'incongruité entre le spécifique et le général constitue le second écart que l'histoire urbaine se doit d'expliquer.

Ces recherches, en partant de l'autonomie et de la résistance de l'espace, permettent de récupérer la vaste production d'histoire économique, sociale et administrative, ainsi que d'histoire de l'architecture et de l'urbanistique, autour d'une proposition d'histoire urbaine entendue comme histoire de la production sociale de l'espace.

La dialectique centre-périphérie, la place des pouvoirs publics et des savoirs urbains à l'intérieur de cette dialectique, le rapport entre la restauration des identités locales et les processus de nationalisation, les interactions ville-campagne, le rôle des marchés internationaux pour les villes du Sud et la fonction des productions de ressources relationnelles pour les villes de la troisième Italie, tels sont les thèmes enragés par l'historiographie de la dernière décennie marquant de toute évidence un retour de la ville au centre de l'attention. Ce sont ces mêmes thèmes, enfin, qui permettent aujourd'hui de mesurer la cohérence, les écarts et les déconnexions entre les pierres, les hommes et les représentations de l'Italie des cent villes et des cent Italies agricoles.

Notes

1. Giacomina Nenci, *Le campagne italiane in età contemporanea. Un bilancio storiografico* (Bologne : Il Mulino, 1997).
2. Pour une synthèse récente du débat, voir J. A. Davis, « Mutamenti di prospettiva sul cammino dell'Italia verso il xx secolo », dans P. Ciocca, G. Toniolo, dir., *Storia economica d'Italia. 1. Interpretazioni* (Rome-Bari : Laterza, 1998), 196–259.
3. Piero Bevilacqua, dir., *Storia dell'agricoltura italiana in età contemporanea* (Venise : Marsilio, 1989–1991), 3 vol. : 1. *Spazi e paesaggi* (1989); 2. *Uomini e classi* (1990); 3. *Mercati e istituzioni* (1991).
4. A. De Bernardi, « Città e campagna nella storia contemporanea », dans *Storia dell'economia italiana. 3. L'età contemporanea : un paese nuovo* (Turin : Einaudi, 1991), 251–78.
5. Paolo Malanima, « Italian cities 1300–1800. A quantitative approach », *Rivista di Storia economica* 14 (1998), 91–126.
6. Alberto Mioni, *Le trasformazioni territoriali in Italia nella prima età industriale* (Venise : Marsilio, 1976), 159 suiv.
7. L. Gambi, « La città e l'organizzazione dello spazio in Italia », dans *Capire l'Italia. Le città* (Milan : Touring Club Italiano, 1978), 8; Antonio Gramsci, *Il Risorgimento* (Turin : Einaudi, 1949), 95 suiv.; Carlo Cattaneo, *La città come principio* (Venise : Marsilio, 1972).
8. Alberto Caracciolo, *Dalla città preindustriale alla città del capitalismo* (Bologne : Il Mulino, 1975); Mioni, *Le trasformazioni territoriali in Italia*; Lando Bortolotti, *Storia città e territorio* (Milan : Franco Angeli, 1976).
9. Carlo Pazzagli, *La terra delle città. Le campagne toscane dell'Ottocento* (Florence : Ponte delle Grazie, 1992), 17, 20 et 28.
10. Piero Bevilacqua, « Tra Europa e mediterraneo, l'organizzazione degli spazi e i sistemi agrari », dans Bevilacqua, dir., *Storia dell'agricoltura italiana in età contemporanea*, vol. 1, 5–36.
11. Silvio Lanaro, « La campagna organizza la città? », *Meridiana* 5 (1989) : 53. Sur les bourgeoisies agricoles de la plaine du Pô, voir Alberto M. Banti, *Terra e denaro. Un borghesia padana dell'Ottocento* (Venise : Marsilio, 1989); Salvatore Adorno et Carlotta Sorba, dir., *Municipalità e borghesie padane tra ottocento e novecento. Alcuni casi di studio* (Milan : Franco Angeli, 1991).
12. Giancarlo Consonni et Gabriella Tonon, « La terra degli ossimori. Caratteri del territorio e del paesaggio della Lombardia contemporanea », dans D. Bigazzi et Marco Meriggi, dir., *Storia d'Italia. Le regioni dall'Unità a oggi. La Lombardia* (Turin : Einaudi, 2001), 72–91.
13. Ce rééquilibrage des dynamiques relationnelles en faveur de la campagne est repris par Andrea Colli, spécialiste de la proto-industrie lombarde, dans son rapport entre agriculture et manufacture : « Alle radici del modello lombardo. Agricoltura, manifattura, industria tra Ottocento e Novecento », dans Luciano Cafagna et N. Crepax, dir., *Atti di intelligenza e sviluppo economico* (Bologne : Il Mulino, 2001), 205.
14. Sergio Anselmi, *Mezzadri e terre nelle Marche. Studi e ricerche di storia dell'agricoltura tra Quattrocento e Novecento* (Bologne : Patron, 1978); C. Carboni, « La terza Italia », dans *Lezioni sull'Italia repubblicana* (Rome : Donzelli, 1994), 161–75.
15. Ernesto Galli della Loggia, *L'identità italiana* (Bologne : Il Mulino, 1998), 65–66.
16. G. Giarrizzo, *Mezzogiorno senza « meridionalismo »* (Venise : Marsilio, 1992); Piero Bevilacqua, *Breve storia dell'Italia meridionale, dall'Ottocento a oggi* (Rome : Donzelli, 1993). Pour une comparaison avec l'historiographie anglosaxonne et française, voir R. Lumley et J. Morris, dir., *The New History of the Italian South : The Mezzogiorno Revisited* (Exeter : University of Exeter Press, 1997) ainsi que M. Matard, « Quelques tendances de l'Histoire économique et sociale du Mezzogiorno contemporain », *Sud* 1 (1991) : 10 suiv.
17. G. Barone, « Mezzogiorno ed egemonie urbane », *Meridiana* 5 (1989) : 13–47; N. Antonacci, « Le città rurali dell'Italia meridionale, nel xix e xx secolo. Rassegna critica e prospettive di ricerca », *Società e storia* 71 (1996) : 109–31; Aurelio Musi, dir., *Le città del mezzogiorno nell'età moderna* (Naples : Esi, 2000); S. Lupo, *Il giardino degli aranci* (Venise : Marsilio, 1990).
18. Voir les volumes sur les régions méridionales dans *Storia d'Italia. Le Regioni dall'Unità a oggi*, en particulier : Piero Bevilacqua et A. Placania, dir., *La Calabria* (Turin : Einaudi, 1985); M. Aymard et Giuseppe Giarrizzo, dir., *La Sicilia* (Turin : Einaudi, 1987); Biagio Salvemini et L. Masella, dir., *La Puglia* (Turin : Einaudi, 1989); Paolo Macry et Pasquale Villani, dir., *La Campania* (Turin : Einaudi, 1990); ainsi que G. De Matteis, « Il tessuto delle cento città », dans Pasquale Coppola, dir., *Geografia politica delle Regioni italiane* (Turin : Einaudi, 1997), 197.
19. Alfio Signorelli, *Tra ceti e censo. Studi sulle élite urbane nella Sicilia dell'Ottocento* (Milan : Franco Angeli, 1999).

20. Biago Salvemini, *L'innovazione precaria. Spazi, mercati e società nel Mezzogiorno tra Sette e Ottocento* (Rome : Donzelli, 1995); Alberto M. Banti, « Gli imprenditori meridionali : razionalità e contesto », *Meridiana* 6 (1989) : 63–89.
21. G. Barone, « Egemonie urbane e potere locale (1882–1913) », dans Aymard et Giarrizzo, dir., *La Sicilia*, 191–370; E. Iachello, « Centralisation étatique et pouvoir local en Sicilie au XIXe siècle », *Annales E.S.C.* 1 (1994) : 241–66.
22. C. Trigilia, « Mercato e società locale nelle regioni meridionali », *Società e storia* 49 (1990) : 675–85; P. Pezzino, « Quale modernizzazione per il mezzogiorno », *Società e storia* 37 (1987) : 649–74.
23. A. Bagnasco, *Tre Italie : la problematica territoriale dello sviluppo italiano* (Bologne : Il Mulino, 1977); A. Bagnasco, *La costruzione sociale del mercato. Studi sullo sviluppo di piccola impresa in Italia* (Bologne : Il Mulino, 1988); G. Fuà et C. Zacchia, dir., *Industrializzazione senza fratture* (Bologne : Il Mulino, 1983); E. Franzina, *La transizione dolce. Storie del Veneto tra 800 e 900* (Vérone : Cierre, 1990).
24. Sergio Conti et Fabio Sforzi, « Il sistema produttivo italiano », dans Coppola, dir., *Geografia politica delle Regioni italiane*, 278–336.
25. G. Beccatini, *Mercato e forze locali : il distretto industriale* (Bologne : Il Mulino, 1987); S. Brusco, *Piccole imprese e distretti industriali* (Turin : Rosenberg & Sellier, 1989).
26. Carboni, « La terza Italia », 161–75.
27. A. Bagnasco, *Tracce di comunità* (Bologne : Il Mulino, 1999), 94.
28. Aurelio Alaimo, *Un'altra industria? Distretti e sistemi locali nell'Italia contemporanea* (Milan : Franco Angeli, 2002), 12; Andrea Colli, *Legami di ferro. Storia del distretto metallurgico e meccanico lecchese tra Ottocento e Novecento* (Rome : Donzelli, 1999), 5.
29. P. L. Porta, dir., *Milan e la cultura economica nel xx secolo. 1. Gli anni 1890–1920* (Milan : Franco Angeli, 1998); G. Piluso, « Piccole banche e sistemi locali in Lombardia dall'Unità al miracolo economico », dans Cafagna et Crepax, dir., *Atti di intelligenza e sviluppo economico*, 349–424; C. Accornero et E. Della Piana, *Il regio Museo industriale di Turin tra scienze sociali e diffusione del buon gusto* (Turin : Crisis, 2001); G. Sapelli, *Comunità e mercato. Socialisti cattolici e governo economico municipale agli inizi del xx secolo* (Bologne : Il Mulino, 1986).
30. Marco Meriggi, « La borghesia italiana », dans J. Kocka, dir., *Borghesie europee dell'Ottocento* (Venise : Marsilio, 1989); Luciano Cafagna, « Borghesia », dans *Enciclopedia delle scienze sociali* (Rome : Istituto dell'Enciclopedia Italiana, 1991), vol. 1, 555 suiv.; M. Salvati, « Classi medie », dans B. Bongiovanni et N. Tranfaglia, dir., *Dizionario storico dell'Italia unita* (Rome-Bari : Laterza, 1996), 148–57; Alberto M. Banti, *Storia della Borghesia italiana. L'età liberale* (Rome : Donzelli, 1996). Sur les aristocraties, voir *Les noblesses européennes au XIXe siècle* (Rome : École française de Rome, 1988); le fascicule monographique de *Meridiana* 19 (1994) dédié à la *Nobiltà*; G. Jocteau, *Nobili e nobiltà nell'Italia unita* (Rome-Bari : Laterza, 1997).
31. Banti, *Terra e denaro*; D. L. Caglioti et G. Montroni, « L'ascesa dei ceti dirigenti forlivesi (1860–1914) », dans R. Balzani et P. Hertner, dir., *Una Borghesia di Provincia. Possidenti, imprenditori amministratori a Forlì fra Ottocento e Novecento* (Bologne : Il Mulino, 1998), 475 suiv., une étude comparée avec une ample bibliographie; Paolo Macry, *Ottocento, Famiglia, elites e patrimoni a Napoli* (Turin : Einaudi, 1988).
32. A. L. Cardoza, « Tra casta e classe. Club maschili dell'élites torinese, 1840–1914 », *Quaderni storici* 77 (1991) : 383 suiv.; Marco Meriggi, *Milan borghese. Circoli ed elites nell'Ottocento* (Venise : Marsilio, 1992); Signorelli, *Tra ceto e censo*, 183–213; Maurizio Ridolfi, *Il circolo virtuoso. Sociabilità democratica, associazionismo e forme di rappresentanza politica nell'Ottocento* (Florence : Centro Editoriale Toscano, 1990).
33. S. Musso, dir., *Tra fabbrica e società. Mondì operai nell'Italia del Novecento* (Milan : Feltrinelli, 1999); A. De Clementi, dir., *La società inafferrabile. Protoindustria città e classi sociali nell'Italia liberale* (Milan : Franco Angeli, 1986).
34. Un cadre de synthèse sur l'état des études dans L. Ponziani, dir., *Le Italie dei notabili : il punto delle situazione* (Naples : Esi, 2001).
35. Stefano Sepe, « Amministrazione e «nazionalizzazione». Il ruolo della burocrazia statale nella costruzione dello stato unitario (1861–1900) », dans Marco Meriggi et P. Schiera, dir., *Dalla città alla nazione, borghesie ottocentesche in Italia e in Germania* (Bologne : Il Mulino, 1993), 312.
36. Raffaele Romanelli, « Centralismo e autonomie », dans R. Romanelli, dir., *Storia dello stato italiano dall'unità a oggi* (Rome : Donzelli, 1995), 143; F. Ruggie, « Le nozioni di città e cittadino nel lungo Ottocento. Tra pariforme sistema e nuovo particolarismo », dans Meriggi et Schiera, dir., *Dalla città alla nazione, 47–65*; P. Aimo, *Stato e poteri locali in Italia (1848–1995)* (Rome : Carocci, 1997).
37. Banti, *Storia della borghesia*, 181 suiv.
38. Ilaria Prociani, *La festa della nazione. Rappresentazione dello stato e spazi sociali nell'Italia unita* (Bologne : Il Mulino, 1997); Bruno Tobia, *Una patria per gli italiani. Spazi, itinerari, monumenti nell'Italia unita (1870–1900)* (Rome-Bari : Laterza, 1991); Carlotta Sorba, *Teatri. L'Italia del melodramma nell'età del Risorgimento* (Bologne : Il Mulino, 2001).
39. Marco Meriggi, « Introduzione », dans Meriggi et Schiera, dir., *Dalla città alla nazione*, 15.
40. Stefano Cavazza, *Piccole patrie : feste popolari tra regione e nazione durante il fascismo* (Bologne : Il Mulino, 1997); L. Di Nucci, *Fascismo e spazio urbano. Le città storiche dell'Umbria* (Bologne : Il Mulino, 1992).
41. Guido Zucconi, *La città contesa. Dagli ingegneri sanitari agli urbanisti (1885–1942)* (Milan : Jaka Book, 1989); M. L. Scalvini, F. Mangone et M. Savorra, dir., *Verso il Vittoriano, l'Italia unita e i concorsi di architettura* (Naples : Electa, 2002).
42. Vittorio Vidotto, *Rome contemporanea* (Rome-Bari : Laterza, 2001). Pour une reposition de la lecture liée à la déviation urbanistique, voir I. Insolera, *Rome Fascista nelle fotografie dell'Istituto Luce* (Rome : Editori Riuniti, 2001).
43. Aurelio Alaimo, *L'organizzazione della città. Amministrazione e politica urbana a Bologne dopo l'Unità* (Bologne : Il Mulino, 1990); Carlotta Sorba, *L'eredità delle mura, Un caso di municipalismo democratico, Parma 1889–1914* (Venise : Marsilio, 1993); C. Bianchetti, *Pescara* (Rome-Bari : Laterza, 1997). Sur les services techniques, voir D. Boquet et F. De Pieri, « Public Works and Municipal Government in Two Italian Capital Cities : Comparing Technical Bureaucracies in Turin and Rome, 1848–1888 », *Modern Italy* 7 (2002) : 143–52, avec une bibliographie réactualisée.
44. Fulvio Conti en donne une vue d'ensemble dans « Servizi pubblici e infrastrutture urbane in Italia fra Ottocento e Novecento : un bilancio degli studi », dans R. Camurri, dir., *Il Comune democratico, Riccardo Della Mole e l'esperienza delle giunte bloccarde nel Veneto giolittiano 1900–1914* (Venise : Marsilio, 2000); D. Calabi, dir., *La politica della casa all'inizio del xx secolo. Atti della prima giornata di studio «Luigi Luzzatti» per la storia dell'Italia contemporanea* (Venise : Istituto Veneto di Scienze Lettere e Arti, 1995).
45. O. Gaspari, *L'Italia dei municipi. Il movimento Comunale in età liberale (1879–1906)* (Rome : Donzelli, 1998).
46. Salvatore Adorno, dir., *Professionisti città territorio. Percorsi di ricerca tra storia dell'urbanistica e storia della città* (Rome : Gangemi, 2002).
47. Zucconi, *La città contesa*; G. Ernesti, « La formazione dell'urbanistica in Italia 1900–1950 : intersezioni di discipline e conflitti, fra utopia e realtà », dans *La costruzione dell'utopia. Architetti e urbanisti nell'Italia fascista* (Rome : Edizioni del Lavoro, 1988), 163–73; A. Belli, *Im-*

Les villes italiennes à l'époque contemporaine

- magini e concetti del piano. Inizi dell'urbanistica in Italia* (Milan : Etas, 1996).
48. M. Salvati, dir., *Per una storia comparata del municipalismo e delle scienze sociali* (Bologne : Clueb, 1993); F. Rugge, « Saperi speciali e cultura della municipalizzazione agli inizi del secolo. Ipotesi di ricerca », dans *L'esperienza delle aziende municipalizzate, economia e storia* (Brescia : Sintesi, 1990) 143–53; A. Giuntini, « Gli ingegneri sanitari e l'utopia igienista », dans A. Giuntini et M. Minesso, dir., *Gli ingegneri in Italia tra '800 e '900* (Milan : Franco Angeli, 1999), 117–28.
49. Voir le récent bilan de D. Calabi, « La storia urbana in Italia », *Città e storia. Bollettino dell'associazione italiana di storia urbana* 2 (2002), 8–11.
50. Carlo Olmo, *Le nuvole di Patte, Quattro lezioni di storia urbana* (Milan : Franco Angeli, 1995); Carlo Olmo et B. Lepetit, dir., *La città e le sue storie* (Turin : Einaudi, 1995); Carlo Olmo, « La sfida delle regole. La storia urbana tra nuovi naturalismi e antichi funzionalismi », *Contemporanea* 4 (1998) : 791–803.
51. E. Iachello, *Immagini della città, idee della città. Città nella Sicilia (XVIII–XIX secolo)* (Catane : Maimone, 2000).
52. Biagio Salvemini, « Sui presupposti materiali dell'identità locale in antico regime : le città della Puglia centrale fra xvi e xviii secolo », dans Musi, dir., *Le città del mezzogiorno nell'età moderna*, 13–24; Biagio Salvemini, « Luoghi di antico regime. Costruzione dello spazio nella storiografia francese », *Storica* 9 (1997) : 8–62.
53. Paolo Capuzzo, « La nostalgia dell'ordine sociale morfologia urbana e riformismo sociale », *Storia urbana* 96 (2001) : 7–33; Paolo Capuzzo, « Ingegneria sociale e morfologia urbana : Londra e Berlino : 1870–1930 », dans Adorno, dir., *Professionisti città territorio*, 25–48.